

PREMIERS DÉGÂTS SOCIAUX DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE! LE GOUVERNEMENT ÉCRIT À LA BRANCHE SUR LA MOBILITÉ

FO Énergie a informé les salariés, lors du Compte rendu de la CPB du 15 mai, d'un courrier du ministre de l'Énergie, M. de RUGY, concernant la mobilité de branche.

Jusqu'à présent, le Gouvernement avait toujours été indifférent à cette question qui est pourtant importante dans un Statut qui s'applique à toute une branche d'activité.

Mais si le Gouvernement demande au patronat de lui faire des propositions d'ici septembre 2019, c'est bien parce qu'il a pris une décision idéologique de fermeture des centrales à charbon d'EDF et d'Uniper d'ici 2022.

Or, le Gouvernement veut fermer les centrales à charbon, mais **sans en assumer les conséquences sociales**. C'est pourquoi il a demandé, dans le courrier ci-joint à la branche, « *d'engager une réflexion sur les possibilités de compléter l'accompagnement des salariés dans leurs **mobilités au sein et en dehors de leur branche professionnelle**, en particulier en ce qui concerne les salariés aujourd'hui employés dans la production d'électricité à partir de charbon* ». Cela vise particulièrement les salariés d'Uniper. **Voilà tout est dit !**

Cette fameuse transition énergétique, c'est donc la **suppression d'emplois** comme on l'a déjà vu avec la décision absurde de fermeture de Fessenheim. Mais en plus, cela s'accompagnerait de la suppression du statut des IEG !

Pour enfoncer le clou, le ministre appelle plus largement à **une réflexion sur la situation des employés sous statut du secteur**, « *au prétexte que la transition énergétique et les évolutions des marchés vont entraîner des modifications d'activité croissantes dans le secteur de l'énergie* ».

Si le ministre entend par là critiquer le fait qu'il est anormal que les travailleurs des énergies renouvelables, y compris ceux qui sont à EDF EN, n'aient pas le statut des IEG car ils concourent à la production, ce serait un scoop. Car, jusqu'à présent, il n'a rien dit sur cette **situation que FO dénonce depuis longtemps !**

Malheureusement, son courrier vise en réalité à enfoncer un coin supplémentaire dans les garanties sociales de notre branche et à les supprimer, sous couvert de transition énergétique.

Alors, disons-le clairement, pour FO c'est NON !



P.J. Lettre du ministre

AGIR, NE PAS SUBIR !

www.fnem-fo.org